

LA VOIX *des Communistes*

ORGANE CENTRAL DU RASSEMBLEMENT ORGANISE DES COMMUNISTES MARXISTES LENINISTES

Pour la construction du Parti Communiste Révolutionnaire du Proletariat de France

N°3

juillet
2010

POUR BATTRE LA BOURGEOISIE IL FAUT UN VERITABLE PARTI COMMUNISTE!

Les masses travailleuses paieront-elles la crise du capital ? Pour la bourgeoisie, la classe qui possède le capital qui permet d'exploiter la force de travail des prolétaires, la question ne se pose même pas. La réponse est forcément positive. Et elle l'applique d'une manière systématique dans tous les domaines de l'activité économique, sociale et politique.

Accroître l'extorsion de la plus value pour valoriser au maximum le capital, telle est la logique générale qu'elle suit en y mettant les formes, quand elle le peut, et qu'elle applique sans retenue, avec brutalité, aujourd'hui, dans les conditions de la crise économique profonde et prolongée qu'elle traverse.

Elle le fait par les restructurations pour concentrer la production et donc produire avec moins de main d'œuvre et par les délocalisations pour produire avec une main d'œuvre moins chère.

D'où un chômage accru ici et une exploitation record dans les pays où la force de travail est bon marché.

Et comme cela ne suffit pas, ce qu'elle ne peut obtenir par un accroissement en volume de la production - la crise est en effet à la base une crise mondiale de surproduction-, elle le prend sur l'ensemble des moyens d'existence du prolétariat

EDITORIAL

Pour battre la bourgeoisie il faut un véritable parti communiste.

Pages 1-4

QUI SOMMES-NOUS Page 2

SUR LES SERVICES PUBLICS Page 5

**NOUVEAU STATUT DU TRAVAIL
SALARIE** Page 11

**LE TRAVAIL DES COMMUNISTES
DANS LES SYNDICATS** Page 12

**L'IMPERIALISME AUJOURD'HUI
ET L'INTERNATIONALISME
PROLETARIEN**

**RTA-S : LE SENEGAL EST-IL VRAI-
MENT INDEPENDANT ?** Page 13

**SOUTIEN A LA REVOLUTION NEPA-
LAISE** Page 16

PREMIER CONGRES DE LA JCML Page 17

**DECLARATION FONDATRICE
DU ROCML** Page 18

Adresse électronique du ROCML :
Roc.ml@laposte.net
Adresse postale : « Les Amis de Karl Marx »
BP 59 64340 BOUCAU

(baisse des salaires directs, des allocations chômage, recul de l'âge, hausse des cotisations salariales et baisse du niveau des pensions, abaissement des remboursements des soins et des médicaments, délabrement de l'école et de l'université, de la poste, des transports et communications...)

Rien n'échappe aux rafles financières imposées par le patronat et le pouvoir politique. L'actualité sociale apporte chaque jour de nouvelles attaques contre les travailleurs.

En revanche, l'Etat distribue aux banques et au patronat les milliards d'euros volés au peuple, pour maintenir le système d'économie capitaliste historiquement dépassé et à l'agonie. Ce qu'on prélève aux uns, on le distribue aux autres.

Faut-il s'étonner de ce racket et de son ampleur ? Nullement ; C'est l'expression de la dictature de classe que le capitalisme impose au monde du travail pour tenter momentanément de surmonter la crise actuelle jusqu'à une nouvelle crise encore plus grave. La bourgeoisie mène sa lutte de classe et pour cela utilise tous les moyens de l'Etat à son service !

Ce qui doit nous interroger, c'est pourquoi, jusqu'à présent, le patronat et le pouvoir politique peuvent suivre leur feuille de route sans qu'en face, le camp des ouvriers et du peuple soit capable de s'opposer avec succès aux attaques dont il est la cible.

Comment expliquer cette incapacité ?

A cette question de plus en plus de travailleurs répondent : si nos luttes ne parviennent pas à ébranler le mur du capital, c'est qu'elles ne sont pas assez puissantes et qu'elles ne l'attaquent pas dans ses fondements.

Ainsi les militants syndicaux sont de plus en plus nombreux à dénoncer l'inefficacité des journées d'action sans lendemain et les manifestations-promenades et à réclamer des formes de lutte plus radicales.

Il est indiscutable et de plus en plus visible, en effet, que les directions syndicales n'ont pas la volonté de construire un rapport de forces frontal classe contre classe, sur les lieux de travail et dans la rue, contre la bourgeoisie. Ayant abandonné l'objectif de combattre et de supprimer le capitalisme en tant que système, leur ligne c'est la négociation pour

QUI SOMMES-NOUS ?

LE RASSEMBLEMENT ORGANISE DES COMMUNISTES MARXISTES-LENINISTES

est issu de la fusion de plusieurs groupes membres du CNUMCF (Comité National pour l'Unification du Mouvement Communiste en France) : Collectif Militant Communiste, Communistes En Lutte, les Amis de Karl Marx, les Jeunesses Communistes ML de Pau et d'Albi. Il a été rejoint par le Comité Communiste des Bouches du Rhône.

La base idéologique du ROCML est le marxisme-léninisme, la théorie révolutionnaire scientifique produite par la pensée et l'action de Marx, Engels, Lénine et Staline, dont la justesse s'est vérifiée à travers toute l'histoire du mouvement ouvrier.

Ceux qui se sont écartés des principes du marxisme-léninisme ont toujours mené le prolétariat à la défaite et trahi sa cause.

Le XXème congrès du PCUS qui a conduit à la destruction de la société socialiste et à la restauration du capitalisme -en URSS et dans le camp socialiste- en est l'exemple le plus tragique.

Le ROCML se donne pour mission de participer à la construction du parti révolutionnaire des prolétaires de France sans lequel les luttes de classe resteront sans perspectives, dévoyées et conduites à l'échec par les courants réformistes, révisionnistes, trotskistes et anarchistes.

LA VOIX DES COMMUNISTES

est l'organe de diffusion des analyses, des positions et des propositions politiques du ROCML. Son comité de rédaction souhaite que ses lecteurs contribuent à en faire aussi un espace d'échanges et de débat constructif.

cogérer les problèmes économiques et sociaux avec les autres « partenaires sociaux »; les mobilisations ne sont utilisées que comme mesures du mécontentement dans ces négociations. Le résultat, c'est que de compromis en compromis, la bourgeoisie fait progresser ses plans et que les travailleurs reculent à tous les niveaux.

Pour nous communistes cette impuissance du mouvement syndical n'est que la conséquence de l'absence d'une alternative politique capable de l'arracher à la politique réformiste de conciliation et de soumission aux intérêts du capital et d'unir et de mobiliser le mouvement ouvrier et populaire sur un projet de société en rupture avec le capitalisme .

Qui peut être porteur de cette alternative ?

Le PS, qui est le principal parti bourgeois de gauche n'a d'autre fonction que celle de gérer loyalement le capitalisme en alternance avec la droite.

Le PCF, qui fut historiquement le parti de la classe ouvrière, a abandonné depuis longtemps en théorie et en pratique la voie de la révolution socialiste et s'est transformé en aile gauche de la social-démocratie. Il n'est plus désormais qu'une force d'appoint électorale du Parti Socialiste.

Les organisations trotskystes dites « d'extrême gauche » ou certaines autres organisations qui limitent leur politique à l'anti-néo-(ou ultra) libéralisme, sous prétexte qu'il faut battre la droite, finissent comme le PCF à appeler à voter pour le PS social-libéral et donc moins ultra-libéral ! Quel que soit le style plus radical de leurs discours, ces organisations nagent dans les mêmes eaux que la gauche bourgeoise. Elles n'ont aucune autre alternative.

Pas étonnant que dans cette configuration, les prolétaires soient de plus en plus nombreux à désertier le cirque électoral et que les abstentionnistes soient devenus le plus grand parti de France.

Ce rejet de l'alternance électorale « qui ne

change rien » est positif. Mais, en l'absence d'un parti révolutionnaire capable d'entraîner les masses, il conduit à une dépolitisation des couches populaires les plus exploitées, situation qui convient à la bourgeoisie , et qui ne fait pas progresser le combat politique anticapitaliste.

Pour résumer, le prolétariat se trouve aujourd'hui démuné d'un parti révolutionnaire démarqué nettement de la gauche réformiste et de ses rabatteurs, capable de développer un syndicalisme anticapitaliste capable de s'opposer efficacement aux attaques du capital et portant clairement dans sa ligne et dans sa pratique l'objectif de la conquête du pouvoir par le prolétariat pour détruire le capitalisme et construire le socialisme.

Voilà pourquoi la bourgeoisie capitaliste se sent forte et qu'elle détruit méthodiquement les progrès sociaux que les travailleurs avaient acquis par leurs luttes, dans d'autres conditions, avant et après la deuxième guerre mondiale.

Cette situation est-elle sans issue ? Nous ne le pensons pas.

Constater ce qui fait défaut, aujourd'hui, aux masses exploitées, c'est en effet montrer ce qu'il faut construire.

A commencer par le parti révolutionnaire du prolétariat.

Pourquoi commencer par là ? Parce que le parti est l'organisation qui définit pour toute la classe le but à atteindre, les étapes à franchir et les moyens à utiliser pour que le prolétariat conquière le pouvoir politique. Le parti est l'état-major de la classe ouvrière. Regroupant les éléments les plus conscients de la classe, il est seul capable d'articuler centralement l'ensemble des luttes ouvrières et populaires, de les orienter et de les diriger pour réaliser les objectifs tactiques et stratégiques. Sans un tel parti, impossible d'affronter victorieusement l'adversaire de classe de manière consciente et organisée et de déjouer les manœuvres des faux amis.

L'existence d'un tel Parti et l'action consciente et organisée de ses militants dans

les masses exploitées, est la condition nécessaire pour briser dans les syndicats les entraves à la lutte de classe et libérer ainsi l'énergie anticapitaliste étouffée par les dirigeants réformistes à genoux devant le capital.

Où en sommes-nous dans la construction de ce parti ?

Nous en sommes encore au début, mais nous avons accompli quelques pas modestes et décisifs. Grâce au travail unitaire du Comité National pour l'Unification du Mouvement Communiste de France (CNU) créé en octobre 2006, plusieurs organisations ont fusionné dans une seule, le Rassemblement Organisé des Communistes Marxistes Léninistes, qui a tenu avec succès son congrès fondateur les 17 et 18 avril 2010. Unis par le marxisme léninisme et organisés pour le mettre en pratique, les militants du ROCML ont maintenant devant eux la tâche de renforcer idéologiquement et de développer l'organisation communiste dans la pratique, c'est-à-dire au cœur des luttes.

Parallèlement au ROCML et avec son soutien, les jeunes communistes marxistes-léninistes organisés jusque là localement, se sont unifiés nationalement lors du congrès fondateur de la Jeunesse Communiste Marxiste-léniniste, les 22 et 23 mai. Ce congrès, tenu dans l'enthousiasme et dans un esprit communiste élevé ouvre de

grandes perspectives de travail dans la jeunesse ouvrière et populaire.

Nous n'en sommes encore qu'au début du processus de construction du Parti Communiste Marxiste Léniniste comme avant-garde du prolétariat capable de diriger les masses ouvrières et populaires dans leur combat anticapitaliste, pour la révolution.

Ce processus de construction du Parti implique en outre une autre tâche qui est celle de l'unification de tous les communistes dans une seule organisation. Le ROCML n'oublie pas cet objectif et continuera le combat contre l'esprit de secte qui crée la division actuelle du mouvement communiste qui se réclame du marxisme-léninisme.

Sans parti communiste, le prolétariat et les masses populaires ne peuvent pas vaincre leur ennemi de classe, la bourgeoisie.

Le ROCML n'a pas la vanité de s'autoproclamer le parti ou son embryon. Mais il fera tout pour que ce parti existe malgré tous les prétextes qu'on oppose à cette exigence. Et c'est pourquoi il a commencé à le construire.

Nous appelons tous ceux qui prennent conscience dans la lutte des méfaits du capitalisme, les syndicalistes de lutte de classe, les communistes révolutionnaires à rejoindre notre combat.

LA LIBRAIRIE DU ROCML



- MANUEL D'ECONOMIE POLITIQUE – Moscou 1955
- LE CAPITAL (résumés –extraits) –Edition populaire – J. Brochardt 1919
- Et les CLASSIQUES DU MARXISME LENINISME (MARX, ENGELS, LENINE, STALINE)
- LA BROCHURE DU ROCML SUR LA CRISE ECONOMIQUE

PASSER COMMANDE AUPRES DE NOS MILITANTS

par courriel (Roc.ml@laposte.net)

ou à l'adresse postale:

« Les Amis de Karl Marx » BP 59 64340 BOUCAU

A PROPOS DES MOTS D'ORDRE DE DEFENSE DES SERVICES PUBLICS ET DES NATIONALISATIONS

Les mots d'ordre de « nationalisations » et de « défense et d'extension des services publics » sont des mots d'ordre récurrents de la gauche française et de la gauche dite communiste en particulier.

La critique de ces mots d'ordre par le ROCML ne signifie pas que nous soutenions les mesures de privatisation menées par le gouvernement de Sarkozy, ni (encore moins !) leurs effets cela va de soi. Elle vise à mettre en lumière les illusions réformistes qui leur sont liées à savoir qu'elles pourraient être une solution immédiate aux problèmes des prolétaires, ou qu'elles pourraient constituer un tremplin pour avancer vers la révolution.

Après la seconde guerre mondiale, la perspective révolutionnaire ayant été écartée, les nationalisations ont constitué un compromis réciproquement avantageux contenu dans le programme du CNR, entre les forces politiques alliées dans la Résistance, les partis gaullistes représentant la bourgeoisie nationale et le parti communiste agissant au nom de la classe ouvrière.

Elles permirent la reconstruction de l'économie capitaliste et apportèrent, en gage de la collaboration du PCF, un certain nombre d'améliorations pour les salariés. Ceux des secteurs nationalisés bien-sûr, mais aussi, au travers de certains services publics utiles et d'une protection sociale relative certes mais réelle, à l'ensemble des travailleurs.

Les grèves qui ont suivi, et en particulier celle des mineurs (dans une entreprise nationale !) qui fut réprimée sauvagement par la police et l'armée (des services publics ?), montrent pour le moins le caractère contradictoire des « conquêtes » ouvrières revendiquées par le PCF et la CGT durant cette époque et qui servent encore de références aujourd'hui y compris dans certains courants qui se réclament du communisme voire du marxisme-léninisme.

A la fin des années 1970, dans le cadre de la construction d'une union PC/PS destinée à gouverner ensemble, la nationalisation « des secteurs clés de l'économie » fut une revendication centrale du PCF. Ces nationalisations furent intégrées au programme commun et furent appliquées par le gouvernement d'union de la gauche après la victoire électorale de Mitterrand en 1981. Résultat de ces nationalisations que certains présentaient alors comme une rupture avec le capitalisme, dans le contexte économique de crise de surproduction, elles servirent à détruire méthodiquement des secteurs industriels entiers comme les mines, la sidérurgie, la chimie...

Paradoxe imprévisible ? Nullement : dans le système capitaliste, l'Etat est au service du capitalisme et les entreprises nationales ont pour fonction de fournir les conditions afin que le capital financier puisse s'investir là où les taux de profit sont les plus élevés.

Dans l'Anti-Dürhing, Engels avait déjà éclairé la nécessité pour la bourgeoisie que l'Etat prenne directement en main certains monopoles comme les postes, les télégraphes, les chemins de fer... L'histoire a vérifié son analyse.

Comment expliquer que parmi les organisations qui se réclament du marxisme-léninisme, il y en ait qui remettent en avant ces mots d'ordre de « nationalisations » et de « défense et d'extension des services publics », alors même que nous sommes dans un contexte politique où il n'existe pas une perspective à court terme de conquête du pouvoir par le prolétariat, ni même d'un rapport de force obligeant l'Etat bourgeois à donner à d'éventuelles nationalisations un contenu « démocratique » ?

Dans l'approche de cette question, nous publions l'analyse qui suit.

LA QUESTION DE LA PRIVATISATION DES "SERVICES PUBLICS"

Une première remarque avant d'aller plus loin: nous mettons intentionnellement des guillemets à "services publics" et "privatisation". En effet, il y a un facteur qui pèse sur toute discussion autour du sujet, c'est que la compréhension des termes mêmes est faussée par la signification préétablie et figée qu'ils revêtent implicitement, à travers la façon dont ils sont employés habituellement par les médias, écrivains, orateurs.

Entendu intuitivement, le "service public", qui est mis en œuvre par l'État et est ainsi "national", serait destiné à bénéficier à l'ensemble de la population. Il semble donc évident que le "service public", c'est bien, et qu'il faut le défendre et même réclamer son extension. Par contre, ce qui est soustrait au domaine du "service public" et devient donc "privé" (c'est-à-dire est "privatisé"), serait dès lors destiné à bénéficier à quelques-uns: les "riches", les "puissants", les représentants de "la finance". Ces derniers, dans cette représentation dichotomique, paraissent complètement extérieurs au "service public". Bref, selon cette vision des choses, "le privé", c'est mal, et il faut le combattre et réclamer sa réduction.

Avec ce schéma conceptuel, vont de pair des litanies de références historiques qui également sont employées de façon à leur accorder de fait un statut d'évidences "allant de soi". Voici à titre d'illustration un exemple¹:

[...] la Sécu et les retraites par répartition mises en place par A. Croizat, les services publics et l'industrie nationalisée (installés par M. Paul), le statut de la fonction publique institué par M. Thorez, l'Éducation nationale remise en selle en 1945 par Henri Wallon, la Recherche publique relancée par Joliot-Curie, toutes les conquêtes sociales du gouvernement de 1945 présidé par le Général De Gaulle avec la participation du PCF, alors premier parti de France [...].

La classe ouvrière, bien évidemment, doit constamment lutter pour l'amélioration des

ses conditions de vie et de travail. En cela, les travailleurs doivent affronter en premier lieu les employeurs, notamment en matière de salaires, mais aussi l'État, en rapport avec de multiples sujets tels que les régimes de sécurité sociale, ou le salaire minimum. L'organisation des transports publics, des services de poste et de télécommunication relève de ce domaine, puisque la qualité de vie des travailleurs en dépend largement.

Il n'y a pas de séparation entre usagers prolétariens et usagers bourgeois

Lorsque ces activités sont exercées par l'État, il s'agit effectivement de services publics dans le sens donné par le dictionnaire: "relatif à l'État" ou aussi "ce qui est à l'usage de tous". Mais le terme "usagers" volontiers employé par ceux qui visent à mobiliser la population en faveur de la défense des services publics, introduit une vision faussée. La relation de déterminant à déterminé est inversée: tout ce qui sert à fournir un service à des usagers, en tirerait un caractère de service public. Et donc, l'État devrait s'en charger. Voilà ce qui légitimerait selon une (fausse) évidence, la revendication.

Or d'une part, les employeurs, les actionnaires, bref les bourgeois, eux aussi sont usagers vis-à-vis des différents services en question; et d'autre part, lorsque les travailleurs sont concernés, il peut s'agir de leurs loisirs, mais aussi d'activités liées au travail, ce qui intéresse fortement les employeurs.

Notamment, une des principales fonctions des transports en commun consiste à assurer la liaison entre les domiciles et les lieux de travail respectifs d'un grand nombre de travailleurs. De façon générale, les facteurs d'imbrication sont multiples. Le développement de l'usage du téléphone portable est en majeure partie liée aux communi-

tions hors travail, mais dans divers secteurs c'est un équipement très utile du point de vue des employeurs, par exemple pour les travailleurs qui se déplacent sur des chantiers.

Dans certains cas on pourrait en principe considérer séparément les domaines respectifs de l'économie et de la vie hors travail. La poste traite de façon distincte le courrier des entreprises et celui des particuliers, la même chose est vraie en ce qui concerne la prise en charge par les chemins de fer, des personnes et des marchandises. Mais un fait est symptomatique justement à l'égard du caractère fondamentalement erroné de la position qui prévaut de la part du mouvement syndical et politique dit de gauche. C'est qu'ils insistent pour englober tout dans un grand service public universel. Par exemple les exigences couramment formulées vis-à-vis de la SNCF incluent celle en vue du développement de l'activité de fret. Les objectifs invoqués dépassent alors largement celui des conditions de vie des travailleurs. Ce sont les nationalisations et donc la gestion du capitalisme par un gouvernement dit de gauche qui pointe le nez. Quelques échantillons:

Tract de la CGT "*Contre la casse du service public SNCF et du statut des cheminots*", août 2009²:

L'objectif ne doit pas être l'abandon, mais bien la confirmation du fret comme transport d'intérêt général pour notre société.

Déclaration de la CGT "*Derrière l'écran de fumée et les opérations de com- la casse du fret SNCF*", octobre 2009³:

Alors que les projets du gouvernement et de la direction de la SNCF ne sont orientés que sur les trafics internationaux de transit, la CGT demande que le trafic de fret national bénéficie aussi d'un véritable projet de développement pour soutenir la politique industrielle nationale.

Intervention de la CGT lors d'une réunion organisée par la direction nationale de la SNCF, avril 2008⁴:

La SNCF est un opérateur public historique implanté sur tout le territoire apte à relever les défis sociétaux du transport des marchandises en France, et en Europe en coopération avec les autres opérateurs historiques.

CGT, "*Une réforme qui ne dit pas son nom: privatisations*", avril 2008⁵:

Le secteur portuaire doit répondre d'un véritable service public. [...] Les ports appartiennent à la nation et remplissent des missions d'intérêt général.

Il n'y a pas d'opposition entre finance et industrie

Le mécanisme de formatage faussement dichotomique des termes, évoqué plus haut, intervient aussi à d'autres égards, notamment en ce qui concerne la distinction entre "finance" et "industrie", "rentabilité à court terme" et "efficacité économique à long terme". En réalité, tout cela cohabite, se superpose et se mélange dans le cadre du système économique capitaliste. Il n'y a pas lieu à mettre en avant des options qui seraient préférables à d'autres. Et il n'y a pas d'éléments qui seraient par nature moins marqués par la base économique capitaliste que d'autres, comme par exemple, soi-disant, "l'efficacité économique à long terme".

Il est vrai que depuis la déstabilisation progressive de la situation mondiale, la bourgeoisie a modifié sa stratégie en s'orientant plus selon une vision non pas à longue terme, mais à courte terme. L'avenir est de plus en plus incertain, les prévisions sont de plus en plus hasardeuses et les décisions à prendre comportent de plus en plus de risques. Alors les détenteurs de capitaux tendent à vouloir réaliser les profits rapidement plutôt que jouer au quitte ou double sur une période prolongée à l'issue de laquelle leurs fonds peuvent rapporter plus mais peuvent aussi s'être volatilisés complètement.

On peut citer en exemple la décision prise par Carrefour en octobre 2009 d'abandonner son projet d'implantation en Russie, où ce groupe venait d'ouvrir successivement deux grands supermarchés en juin et septembre. Un débat avait alors agité les milieux des affaires suite à une information apparue dans la presse, selon laquelle le groupe pourrait se replier sur l'Europe. L'information est présentée de la manière suivante⁶:

Sous la pression de ses deux principaux actionnaires, le fonds d'investissement Colony Capital et Bernard Arnault, propriétaire de

LVMH, qui détiennent à eux deux 13,5 % du capital, le groupe envisage de céder ses activités dans les pays émergents. Les deux actionnaires cherchent une solution à même de doper le cours de Bourse de la société. L'action Carrefour a baissé de près de 30 % depuis leur entrée au capital en mars 2007. Soit des millions d'euros partis en fumée pour les deux investisseurs. Pour cela, ils tentent de convaincre depuis plusieurs semaines l'équipe de direction de Carrefour et le Conseil d'administration de céder les filiales asiatiques et sud-américaines.

Ce serait donc le scénario typique qui constitue le chiffon rouge pour ceux qui dénoncent les méchants financiers lesquels évincent les gentils industriels d'autrefois. Mais le fait est que justement parmi les représentants du capital l'appréciation a largement prévalu, qu'un tel désengagement de marchés en croissance ne serait nullement judicieux. "C'est une catastrophe de vendre les émergents, cela ne répond qu'à une logique financière de profits à court terme, au mépris de la logique industrielle", juge un banquier⁷. Rapaces, mais pas bêtes... Rappelons ce qu'écrit Lénine dans son œuvre L'impérialisme, stade suprême du capitalisme, datant de 1916. En résumant son analyse, il donne de l'impérialisme une définition englobant cinq caractères fondamentaux, dont le suivant: "fusion du capital bancaire et du capital industriel, et création, sur la base de ce "capital financier", d'une oligarchie financière".

Le problème de l'interférence entre volonté de réaliser le maximum de profit le plus rapidement possible, et nécessité de mettre en œuvre une stratégie à long terme, n'échappe pas à la bourgeoisie. Cela s'applique autant au "secteur public" qu'au "secteur privé", et pas seulement dans la période récente. Il est erroné d'associer aux politiques dites néolibérales un prétendu phénomène d'"introduction" de la "logique du profit" dans le fonctionnement des activités gérées par l'état. L'action de l'état, depuis qu'il incarne le système social capitaliste, a toujours été basée sur l'objectif de contribuer à la production de plus-value et à sa réalisation en tant que profit, par les entreprises. Les modalités de mise en

œuvre peuvent varier en fonction de multiples raisons: adaptation au contexte, interprétations successives adoptées par les experts et les responsables, prépondérance de telle ou telle fraction du capital. À une certaine époque, au sein de l'administration - nullement "privatisé" - furent expérimentés des procédés comme la dite "rationalisations des choix budgétaires" ("RCB"), puis a été défini par la loi organique relative aux lois de finances du 1er août 2001 ("LOLF") une gestion censée être "plus démocratique"... et "plus performante". Actuellement, l'état accorde une importance prioritaire à la méthode consistant à remettre diverses entités à des entreprises privées, mais ne s'abstient pas pour autant d'influencer directement ou indirectement les objectifs, les décisions et les résultats des activités concernées. Sans doute y a-t-il dans ce processus des capitalistes favorisés, des personnes gratifiées, d'autres victimes de rivalités loyales ou déloyales. Mais c'est vrai également dans le cadre d'un état capitaliste appliquant les préceptes de la "providence".

Le "secteur public et nationalisé" une structure trop étroite pour l'établissement de monopoles transnationales

Un des facteurs qui déclenche les "privatisations", c'est que la poursuite de l'organisation collective, par la bourgeoisie internationale, de certaines infrastructures nécessite le démantèlement des monopoles protectionnistes au niveau des états, pour reconstruire des monopoles au niveau supérieur, international.

En effet, une des principales caractéristiques communes aux activités considérées couramment comme relevant du service public, consiste en ce qu'elles nécessitent des infrastructures couvrant un périmètre géographique étendu. Et ce phénomène s'accroît tout au long du développement historique, en particulier durant la époque dont il est question ici, celle de la société capitaliste. L'intervention de l'état est liée en grande partie à cet aspect de la ques-

tion. Jusqu'à une certaine phase, elle avait pour cadre de référence celui du territoire national, et cela malgré le fait que l'économie capitaliste mondiale était entrée dans son stade impérialiste. Cette pertinence du cadre national pour une bourgeoisie impérialiste se manifestait dans différents domaines, ce dont témoigne la politique impulsée par de Gaulle visant à la formation de "champions nationaux" (c'est-à-dire, au moins tendanciellement, un seul constructeur prépondérant) dans certains secteurs de l'économie, comme l'automobile ou l'aéronautique.

Mais avec le développement technique incessant, l'économie mondiale a désormais atteint des possibilités d'intégration décuplées qui conduisent les bourgeoisies des pays impérialistes à une adaptation de l'intervention de l'état. L'objectif général - agir comme représentant collectif de la bourgeoisie - reste le même, mais puisqu'il doit être poursuivi dans un contexte changé, il faut aussi modifier sa mise en pratique.

Ainsi par exemple il est devenu inapproprié de considérer que la mission d'Air France serait de transporter des usagers français vers tel ou tel pays étranger. Les lignes aériennes internationales sont intégrées dans un réseau mondial où les points de départ et de destination des passagers sont déconnectés de la question de la nationalité formelle du transporteur. Le même type de phénomène, bien qu'à une échelle beaucoup plus limitée, apparaît en ce qui concerne l'énergie. Les oléoducs sont en grande partie établis en dehors des intérêts des pays qu'ils traversent, et leurs stations terminales sont intégrées dans un réseau transnational qui lui aussi se situe au-delà d'un état national pris isolément. Et au sein d'une entité supranationale comme l'Union européenne, les réseaux de transport d'électricité sont conçus non pas en fonction des territoires nationaux, mais selon des schémas géographiques qui divisent l'Europe en régions transfrontalières selon des critères liés au système économique capitaliste.

Secteur national, secteur privé: mêmes mécanismes capitalistes

Les deux sphères, secteur public et celui privé, évoluent ainsi parallèlement. Il n'y a eu à aucun moment un secteur public caractérisé par un fonctionnement qui serait fondamentalement distinct de celui de l'économie non-publique, de même qu'il n'y a pas dans le cadre du système capitaliste de fonctionnement qui serait par principe étranger aux "services publics" tels qu'ils peuvent se concevoir dans ce même contexte. Et les deux aspects n'ayant jamais été ni étant séparés sur le fond, il n'y a pas non plus de basculement du secteur public d'un fonctionnement vers un autre, qui serait de nature radicalement différente.

Il est exact que dans une grande mesure les "privatisations" impliquent une dégradation des conditions de travail de même que des conditions de vie des personnes concernées. Ce constat ne doit néanmoins pas conduire à la conclusion qu'il faut combattre les privatisations en tant que telles.

L'exemple de la RATP montre bien que les privatisations n'introduisent pas une différence essentielle quant aux perspectives du mouvement ouvrier en termes de revendications. La RATP, pour l'instant, a gardé le statut de régie qui lui a été conféré à l'origine, dans l'esprit de l'après-guerre marqué par le programme du CNR. Or les griefs que sont amenés à formuler actuellement les défenseurs du "service public" vis-à-vis des décisions prises par les responsables, au sein de la RATP ainsi qu'au gouvernement, sont tout à fait similaires aux critiques formulées à l'égard des activités ayant subi la privatisation. Voici ce qui est dit au sujet du tracé des moyens de transport collectifs prévu dans le cadre du projet actuel du Grand-Paris.

Journal de la CGT RATP, octobre 2009⁸:

Le tracé proposé répond clairement à un choix politique affirmé : dynamiser l'économie de la région capitale en privilégiant les liens entre les centres d'affaires, les pôles de compétitivité, les aéroports... Il a comme ambition d'attirer les investisseurs, les grands groupes internationaux en région Ile-de-France. [...] Pour la CGT/RATP, le tracé proposé par le gouvernement n'est pas une réponse efficace au regard de l'urgence des besoins de transports collectifs des Franciliens. Il répond, par contre, aux intérêts économiques

de quelques grands groupes industriels et financiers...

Communiqué de presse CGT Services Postaux Paris et CGT RATP, "Assez d'expérimentations - que chaque Service Public assure sa mission", juillet 2009⁹:

A la RATP, la recherche constante de productivité amène à de nouvelles organisations de travail prétextes, à de multiples réductions d'effectifs (- 730 pour l'année 2008), alors que les usagers réclament, et ceci à juste titre, des agents de station disponibles sur toutes les questions liées à leurs déplacements (renseignements, accessibilité, services après-vente, sécurité...), des services publics de qualité.

Nationaliser pour appliquer des réformes ou prendre le pouvoir pour exproprier les capitalistes

Certes, si l'on se met dans la position de celui qui renonce d'emblée à avoir de la suite dans les idées, on pourrait considérer "la poste nationalisée, c'est toujours ça de gagné". Mais "gagné" pour faire quoi? Pour "cueillir le fruit" plus tard, quand "on fera la révolution"? C'est ici que ce cache le lièvre. Contrairement aux apparences que l'on peut tenter de maintenir à travers des visions parcellaires, fondamentalement il n'y a pas de passerelles entre réformisme et action révolutionnaire. Pousser le gouvernement en place dans le cadre de l'appareil d'état bourgeois, à assumer la gestion de telle ou telle activité économique, s'inscrit forcément dans la perspective d'une prise en main ultérieure de cet appareil d'état pour rattraper ainsi ce qu'on a confié à sa gestion. On pourrait donc prétendre que la nationalisation est une étape préparatoire pour la suite. Mais cette vision repose fatalement sur l'orientation réformiste, considérant que le changement de société viendra d'un remplacement des responsables politiques qui défendent les intérêts de la bourgeoisie, par d'autres censés défendre les intérêts de travailleurs. Du point de vue marxiste on sait que la révolution socialiste ne pourra pas simplement investir l'appareil d'état existant, mais devra le détruire et remplacer par son propre appareil d'état. Mais alors l'enchaînement miraculeux ima-

giné par les défenseurs des nationalisations est dépourvu de sens.

Les défenseurs du "service public" choisissent effectivement la voie réformiste et il est alors cohérent de leur point de vue, de pousser aux nationalisations, tout en aspirant à devenir ministre et ainsi gestionnaire du secteur nationalisé. Ou d'ailleurs, de façon plus modeste, ils se contentent de jouer le rôle de groupe de pression, espérant pouvoir compter sur une influence renforcée quand le gouvernement doit compter sur le clientélisme en vue de gagner les votes des "usagers".

W.J

1. Protestation du PRCF contre la pseudo-émission historique "Apocalypse"!, *Initiative Communiste*, septembre 2009. <http://www.initiative-communiste.fr/wordpress/?p=5360>.
2. http://www.cheminotcgt.fr/new_site/cheminotcgt_communiques/pdfjoints/154210_tract_rassemblement_national_le_bourget_160909.pdf.
3. http://www.cheminotcgt.fr/new_site/cheminotcgt_communiques/pdfjoints/093931_051009_tract_fret_ferroviaire.pdf.
4. http://cheminots.cgt.tlse.free.fr/IMG/pdf/15Avril2008_Fret.pdf.
5. <http://cgt-dunkerque.com/spip.php?article103>.
6. *Le Monde*, 28/09/2009. http://www.lemonde.fr/economie/article/2009/09/28/carrefour-la-tentation-du-repli-sur-l-euro-pe_1246079_3234.html.
7. *Idem*.
8. http://www.cgt-ratp.fr/fichiers/wb_BDB4CC47EC954A8B802E11FA48204090.pdf.
9. <http://www.cgt-metro-rer.fr/resources/Exprimentation.pdf>.

NOUVEAU STATUT DU TRAVAIL SALARIE (2) : NEGATION DE LA CLASSE OUVRIERE ET DE LA LUTTE DE CLASSE

Dans le numéro 2 de LA VOIX DES COMMUNISTES, nous avons montré que le NSTS (Nouveau Statut du Travail Salarié), concept au centre du projet de la CGT, n'est rien d'autre qu'une illusion réformiste destinée à détourner le prolétariat de la révolution socialiste.

Dans ce deuxième article, nous mettons en lumière un autre aspect de ce projet : sa négation du caractère de classe du prolétariat et en conséquence de ses luttes en tant que luttes de classe.

Voilà quelques extraits de l'intervention de Maryse Dumas, l'une des dirigeantes de la confédération CGT, le 5 janvier 2007 au Conseil d'Orientation et de l'Emploi (COE) : « *Notre ambition première est de conquérir un ensemble de droits qui reconnaissent la place centrale du travail humain, son caractère non marchand, qui permettrait à **CHACUN et CHACUNE** (souligné par nous) de trouver sa place dans une société solidaire, d'y construire un projet de vie...*

Les conventions collectives ne permettent plus aujourd'hui de protéger véritablement les salariés...

*Nous voulons faire reconnaître la place spécifique du travail pour tous les salariés et garantir à **CHACUN et CHACUNE** (encore souligné par nous ; elle y tient !) des droits progressifs, cumulables et transférables au fur et à mesure des mobilités, des évolutions de carrière, tout au long de la vie professionnelle »*

Bernard Friot, un chercheur de l'IES se laisse aller à rêver : « *Tout se passe comme si **CHACUN** était titulaire d'un contrat de travail général jusqu'à sa mort »*

Seuls des théoriciens bourgeois ou des négats du marxisme peuvent tenir un tel discours.

Le marché du travail est en effet un fondement du mode de production capitaliste. Sur ce marché, comme sur tout marché, s'effectuent la vente et l'achat d'une marchandise. Sur le marché du tra-

vail, la marchandise c'est la force de travail du prolétaire. Le capitaliste achète la force de travail que le prolétaire vend. Le salaire de l'ouvrier est le prix de sa force de travail. L'ouvrier vend sa force de travail parce qu'il a besoin d'un salaire pour assurer ses moyens d'existence et ceux de sa famille, pour reconstituer sa force de travail.

Le capitaliste, lui, achète la force de travail de l'ouvrier pour que celui-ci fabrique des marchandises dont la vente lui permettra de réaliser un profit.

La journée de travail de l'ouvrier se divise en deux parties : dans la première, il produit la valeur de son salaire, dans la seconde il produit la plus-value, le profit empoché par le patron.

Plus le salaire de l'ouvrier est bas et plus le temps de travail est long, plus l'ouvrier est exploité, et plus le profit du patron est important.

Les intérêts de l'ouvrier et ceux du patron sont par nature opposés.

Tous les patrons ont les mêmes intérêts, et tous les ouvriers ont les mêmes intérêts. Leurs intérêts sont objectivement opposés. C'est la base objective de l'existence des classes (classe ouvrière et classe capitaliste) et de la lutte des classes.

Par son expérience quotidienne de l'exploitation, chaque ouvrier découvre que ses intérêts personnels sont les mêmes que ceux de ses camarades d'exploitation et sont ceux de l'ensemble des travailleurs.

C'est dans la lutte pour défendre collectivement leurs intérêts face au patronat que les ouvriers se constituent en classe.

La devise « un pour tous, tous pour un ! » exprime la nécessité de ce combat collectif autour duquel se construit l'esprit de classe qui rend possible la prise de conscience qu'il est nécessaire et possible de détruire les rapports d'exploitation, c'est-à-dire le système capitaliste lui-même.

C'est ici que se situe la sale besogne des dirigeants néo-réformistes de la CGT qui ont

rejeté l'objectif de détruire le capitalisme et d'abolir le salariat. Il leur faut coûte que coûte entraver la formation de la conscience de classe et les luttes frontales et générales contre le patronat et son pouvoir politique qui créent et renforcent cette conscience. Car ils savent, et ils en ont peur : c'est de ces luttes et de cette conscience de classe que peut naître, sous l'action des communistes, la compréhension de la nécessité de la révolution.

Le « Nouveau Statut du Travail Salarié » fait partie de leur tentative de briser la lutte de classe en orientant les militants syndicaux vers l'illusion qu'il est possible, sous le capitalisme (ou sans le renverser, c'est la même chose), que chaque travailleur, individuellement, (**CHACUN et CHACUNE !**) pourrait se libérer de la nature marchande de sa force de travail et des conséquences de cette nature marchande. En d'autres termes, avec le NSTS, comme s'en réjouit Bernard Friot, « tout se passe comme si **CHACUN** était titulaire d'un contrat de travail jusqu'à sa mort. » ...et n'aurait plus de souci à se faire...ni à lutter donc ! Finies les luttes de classe, vive la paix sociale !

En agitant cette canaillerie, la direction de la CGT vise à masquer un fondement du système capitaliste (le marché du travail), et à enfermer les travailleurs dans la sphère de l'illusion individuelle (la fin du travail-marchandise, du chômage, de la précarité, des baisses de revenus...). Cela revient à nier l'existence même de la lutte de classes et de la classe ouvrière elle-même.

En niant l'importance des conventions collectives qui servent de point d'appui aux luttes contre les attaques du patronat, en mettant l'individu au centre de la « démarche syndicale » à la place de la lutte de classe, en détruisant les structures syndicales nécessaires à la lutte de classe, les dirigeants de la CGT installent délibérément la confédération dans l'espace social et idéologique de la bourgeoisie.

Les communistes et les syndicalistes de classe anticapitalistes doivent dénoncer le « NSTS » dans leurs syndicats et auprès de leurs camarades de travail.

LE TRAVAIL DES COMMUNISTES DANS LES SYNDICATS

Dans le courrier des lecteurs du numéro 2 de **LA VOIX DES COMMUNISTES**, en critique d'un article paru dans le numéro 1, un camarade faisait remarquer : « Le texte n'indique nulle part la forme correcte de la lutte économique dans la théorie marxiste-léniniste, c'est-à-dire dialectiquement articulée à la lutte politique ». Le but de l'article, rappelons le, était essentiellement de montrer que la lutte économique, si elle n'est pas élevée par les communistes au niveau de l'objectif politique, reste une lutte trade-unioniste sans perspective.

Il est vrai cependant que l'article ne dit pas COMMENT peut s'opérer le passage de la lutte économique à la lutte politique.

Cette critique est pertinente ; mais on ne peut pas y répondre par des recettes. L'articulation dialectique de la lutte économique à la lutte politique dépend de circonstances objectives et subjectives de la lutte qui ne dépendent pas uniquement de la volonté des communistes, mais du type de revendications, des formes de lutte, du rapport des forces, de l'action de l'appareil d'Etat... Dans son travail syndical, un militant communiste doit être attentif à toute possibilité d'élever la lutte économique au niveau politique. Cela n'est pas toujours possible. Dans ce cas, rien ne sert de vouloir forcer le passage d'un niveau à l'autre. Par contre, quand la nature ou les formes d'une lutte le permettent, c'est être un vulgaire réformiste que de ne pas la politiser.

Après la formation de l'Internationale Communiste, au début des années 1920, cette question a été de nombreuses fois abordée dans le mouvement communiste, en raison d'erreurs de droite et de gauche commises dans l'activité syndicale des Partis Communistes.

Pour progresser dans cette question, LA VOIX DES COMMUNISTES propose sous forme de brochure à ses lecteurs des extraits d'une intervention d'Alexandre LOSOVSKI au sixième congrès de l'INTERNATIONALE SYNDICALE ROUGE. **"QUE SIGNIFIE MILITER DANS LES SYNDICATS ?"**

L'IMPERIALISME AUJOURD'HUI ET L'INTERNATIONALISME PROLETARIEN

SENEGAL

En conformité avec ses devoirs internationalistes prolétariens à l'égard des peuples d'Afrique qui ont subi l'oppression et l'exploitation coloniale de l'impérialisme français et qui, malgré leur accès à l'indépendance, continuent de subir la domination néocoloniale économique, militaire et politique des monopoles français, le ROCML soutient les luttes de ces peuples pour une véritable indépendance politique et pour la réappropriation de leurs richesses nationales.

Suivant cette ligne, la Voix des Communistes publie la déclaration du Rassemblement des Travailleurs Africains-Sénégal (RTA-S) diffusée à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'indépendance du Sénégal. Cette déclaration expose concrètement ce qu'est le néocolonialisme en « Françafrique ».

Hors d'Afrique les impérialismes, français en tête !

Retrait de toutes les troupes françaises des pays où elles sont basées !

DECLARATION DU RASSEMBLEMENT DES TRAVAILLEURS AFRICAINS SENEGAL Le Sénégal est-il vraiment indépendant ?

Le 04 Avril 2010 marquera le 50^e anniversaire de l'accession de notre pays à la souveraineté internationale. Cela doit être pour chaque Sénégalais(e), au-delà des festivités et autres réjouissances organisées par le gouvernement, l'occasion de se poser des questions sur le sort de son pays. Où en sommes-nous ? C'est pour apporter une contribution à cette réflexion que le RTA-S fait cette déclaration qui réactualise celle faite lors du 47^e anniversaire.

Avec les indépendances octroyées en 1960, le Sénégal avait, par le biais du rachat maintenu dans le patrimoine national un certain nombre de sociétés d'importance stratégique dans les domaines de l'EAU, ELECTRICITE, TELECOMMUNICATIONS, BANQUES, HUILLERIES, etc.

Mais à partir des années 1979-80, le pays est gouverné selon les programmes d'ajustement structurel du FMI et la BM, déclinés dans les mesures suivantes :

- 1- Désengagement de l'Etat des secteurs sociaux (santé, éducation, transport, etc.) pour orienter les investissements dans des secteurs rentables et limitation de la masse salariale dans la Fonction Publique
- 2- Privatisation des sociétés publiques ou parapubliques contrôlées par l'Etat (Téléphone, Eau, Electricité, etc.)
- 3- Libéralisation douanière : les mesures de protection sont levées, les taux baissés, les portes largement ouvertes à l'entrée des produits extérieurs.
- 4- Libéralisation des Prix : plus de subventions de l'Etat des produits de consommation courants (pétrole, riz, etc.), les prix seront fixés à partir des prix mondiaux.
- 5- Dévaluation de la monnaie (1994).

Ces programmes traversent tous les domaines et imposent leurs lois, à travers des conditionnalités rigides.

Notre économie est dominée par les multinationales, françaises en particulier

A- Dans l'agriculture :

Avec Diouf, des mesures de suppression de l'assistance aux paysans, à partir des conditions du FMI et de la BM liées à leurs Politiques d'ajustement structurel.

- Le programme d'approvisionnement en machines agricoles (simples) est suspendu,
- Les semences et engrais ne sont plus subventionnés ni prêtés mais vendus au comptant,
- Les organismes d'encadrement technique des paysans sont liquidés (Sodeva, Oncad, Ocas etc.).

Avec Wade, le désengagement se poursuit : A partir des conditions du FMI et de la BM

La suppression de la "SONAGRAINES", La privatisation de la SONACOS, de la SODEFITEX ont des

conséquences lourdes sur les paysans laissés seuls face aux opérateurs privés, des spéculateurs cyniques. Les bons impayés fleurissent, la misère et l'exode rural se développent de manière exponentielle.

Les paysans du coton, comme du riz dans la vallée sont abandonnés à leur sort.

Le secteur de la pêche subit les diktats des bailleurs, à partir des accords avec l'Union Européenne (contre 30, Milliards pendant 4 ans, les bateaux étrangers peuvent piller nos mers) et l'argent doit être utilisé selon les conditionnalités des bailleurs (motorisation des pirogues).

B- Dans l'industrie

Pas d'industrie lourde, depuis l'indépendance, mise à part, les mines (ICS dominées par le capital étranger).

L'industrie légère de transformation domine ce secteur. Le diktat des bailleurs confine les ambitions dans la petite et moyenne entreprise (PME).

La politique de déprotection de notre industrie entraîne la fermeture d'entreprises nationales : SOCOSAC, TRANSPLAST, SOTEXKA, SOTIBA, NSTS, SENLAIT, BDM, CAFAL, etc.

Celles qui arrivent à résister sont dominées par le capital étranger à l'exemple de la CSS qui bénéficie de toutes sortes d'exonérations de la part de l'Etat et qui vend le sucre plus cher que partout ailleurs.

La politique de privatisation des unités parapubliques :

SONEES devenue SDE: Vente au groupe Bouygues (français) ; SONATEL : plus de 100 milliards de bénéfice (2005-2006) : Principal actionnaire France télécom ; SOCOCIM : 4 milliards de chiffre d'affaires jusqu'en 1999 vendue aujourd'hui au groupe Vicat (français).

Sous Wade, d'autres unités vont tomber dans la propriété des étrangers :

La SNCS devenue TRANSRAIL dont la ligne Dakar-Bamako rapportait 80 % des recettes, 900 millions/mois est cédée Groupe Advens (français) ; la SONACOS, 12 milliards de chiffre d'affaires en 1996, est vendue au groupe Advens (français) et devient SUNEOR ; même sort pour la SODEFITEX capturée encore par le groupe Advens dont le dirigeant, Abbas Jaber, serait un ami du fils du président WADE.

C- Dans les finances :

Sous Diouf, La Banque Nationale de Développement du Sénégal (BNDS) est liquidée et remplacée par des banques commerciales étrangères, toutes des filiales des Banques de France : SGBS, BICIS, Crédit Lyonnais, etc. C'est le pillage de l'épargne des Sénégalais : 2500 Milliards par an, selon un banquier sénégalais installé en Suisse, Maxime Cardoso.

La monnaie, le CFA, monnaie communautaire depuis l'époque coloniale garantie par la Banque de France où sont déposées directement les devises des pays africains. La France s'approprie ainsi 35 % des avoirs provenant du commerce extérieur des « pays CFA » dont le Sénégal. En 2004, sur 2336 Milliards, le Sénégal n'a reçu que 780 milliards ; le reste, 1500 milliards, est extorqué par la France.

Dévaluation : Cette situation de dépendance fait que la France et les institutions financières internationales peuvent décider de sa dévaluation de manière unilatérale (1984, 1994).

D- Dans le Commerce et les Services

Loi du commerce inégale : Les prix du commerce extérieur sont déterminés par les multinationales dans les bourses (Londres, New York, Amsterdam). C'est là-bas que sont fixés les prix du café, du cacao, de l'arachide, du pétrole, du diamant, de l'or, etc. Elles font régner la vérité des prix qui répond à leurs intérêts. Une série de privatisations fait tomber le CICES, le CEREEQ ainsi que la LONASE. Cette dernière, avec un chiffre d'affaires 29 milliards en 2003 (100 millions / jour), a été vendue à un groupe français. Pendant que les loteries, en France, aux Etats Unis restent du domaine public.

E- Dans les Transports

- Privatisation du transport ferroviaire entraînant la suppression des lignes voyageurs Dakar-St-Louis, Dakar-Kaolack, avec pour conséquence la fermeture des gares qui servaient de points de petit commerce pour les populations pauvres, accentuant la misère de celles-ci.

- Privatisation du transport urbain à Dakar (DDD), selon une procédure d'une opacité qui empêche jusqu'ici de savoir réellement le statut de cette boîte, dirigée par un ami du Président WADE.

F- Au plan Social et culturel

- **Politique de privatisation de la santé** : par une réforme, on autonomise la gestion des hôpitaux et centres de santé, avec un système de participation des populations qui en réalité prennent

en charge leur propre santé, en payant. Pour les pauvres, c'est la mort assurée.

- **Politique de privatisation du système éducatif** : Promotion du privé, discrédit de l'école publique : pénurie jamais comblée en enseignants et matériels didactiques. Dégradation de la qualité avec les classes pléthoriques et des enseignants sous-formés ou non formés.

La politique de pillage du pays par les puissances étrangères est couplée à celle plus ardue plus sauvage (Pàccoo) développée par les pouvoirs politiques. Elles entraînent cherté de la vie, chômage massif, licenciements, précarisation de l'emploi : volontaires, vacataires, journaliers à vie, misère, dénuement, délinquance, prostitution, mendicité, grand banditisme, drogue, émigration, suicides, etc.

Ces politiques

La culture est encore tributaire du "Français". L'analphabétisme pèse sur plus de 60% de la population exclue du savoir scientifique du contrôle citoyen effectif de leur administration. Nos langues sont dévaluées pendant que des efforts énormes sont déployés pour la promotion de l'anglais et du français. Les découvertes scientifiques ou techniques restent inexploitées.

G- Au plan militaire

Des bases militaires étrangères sont toujours installées dans notre pays dont le rôle fondamental est de protéger leurs intérêts contre toute menace de changement interne ou externe (cf. Congo, Gabon, Centrafrique, Côte d'Ivoire, etc.). La fermeture envisagée de certaines bases au Sénégalais n'éteint pas la possibilité d'accords militaires qui préserveraient la même politique d'assujettissement des pays africains à la France avec possibilités d'interventions militaires pour protéger ses intérêts à travers leurs hommes de paille.

APERÇU SUR CERTAINES DES 250 ENTREPRISES FRANCAISES (CHIFFRE D'AFFAIRES : 1125 MILLIARDS)

Domaines	Chiffre d'Affaires (CA) entre 10 et 100 milliards	CA : plus de 100 milliards
Industrie	Sococim, Grands moulins de Dakar, SDE, CSS, Laborex, Soboa, Sodefitec, Socas, Moulins SENTENAC, MTOA	
Banques	SGBS, BICIS, CBAO, CREDIT-LYONNAIS, LONASE	
Services	Fougerolle, ACCORD, CFAO, SAVANA	SONATEL, TOTAL
Transport-Transit	Air-France Sénégal, TRANSRAIL, DDD, SDV	

Sources : Le Matin du 1^{er} Février 2005

C'est en considération de cette triste réalité que le Rta-S estime que notre pays est encore dépendant et ne peut se développer du fait d'un pillage systématique qui enrichit les pays du Nord, la France en particulier. C'est pourquoi le Rta-S milite pour une rupture avec les politiques de dépendance pour la conquête de sa souveraineté sur ses ressources et une maîtrise de son développement.

Ainsi, dans le cadre de la lutte pour se débarrasser du régime corrompu et corrompeur de Wade dont les politiques promeuvent les intérêts étrangers au détriment de nationaux (Bara Tall, entre autres), les patriotes ne doivent jamais oublier la tâche historique qui se pose à notre peuple : LA LIBERATION NATIONALE pour une indépendance véritable.

Dakar, le 1^{er} avril 2010

Le Secrétariat Politique



SOUTIEN A LA REVOLUTION NEPALAISE

APPEL DU MLKP

La grève générale, qui a débuté le 2 mai, sous la direction du Parti communiste unifié du Népal (maoïste) en vue de forcer le gouvernement népalais à démissionner après la célébration du premier mai 2010 à laquelle ont participé des centaines de milliers de personnes, conduit à de nouvelles ruptures et polarisation. Il apparaît que les conditions, les rapports de force et l'équilibre d'un "double pouvoir" ne peuvent durer en l'état.

L'expansionnisme indien, l'impérialisme US et les partis bourgeois du Népal collaborent afin de vaincre la révolution népalaise, pour isoler le PCUN (M) ,pour saper son influence sur le peuple et, le plus important, pour créer un terrain favorable, à l'intérieur et à l'extérieur du pays pour une éventuelle intervention militaire.

La révolution népalaise traverse une situation cruciale. Et les révolutionnaires maoïstes conscients de ce fait se préparent pour garantir la révolution par un nouveau mouvement populaire et un soulèvement, afin de faire progresser la révolution anti-impérialiste démocratique et d'établir un "nouveau pouvoir démocratique populaire".

La révolution au Népal est la première révolution du 21ème siècle. Elle est partie à part entière du mouvement révolutionnaire mondial. C'est un devoir historique et politique pour le monde révolutionnaire et partis progressistes de défendre cette cause et d'apporter leur soutien et leur solidarité.

Cette tâche historique et politique ne peuvent être remplies uniquement avec des déclarations politiques et des protestations. Il ne peut être réalisée qu'en élevant la lutte internationaliste contre l'expansionnisme indien et la réaction népalaise au travers des différents moyens et formes de l'action révolutionnaire.

Le processus de la révolution au Népal peut être le théâtre d'un conflit politico-militaire à la fin de mai 2010. Il devra faire face aux éventuelles attaques de la part de l'Inde et de la réaction népalaise.

Nous appelons tous les peuples opprimés et le prolétariat du monde, aux amis, les camarade révolutionnaires et les partis communistes à organiser des actions et des manifestations devant les ambassades indiennes avec leur propre forces et peuples pour un soutien international à la révolution népalaise, le nouveau mouvement populaire de résistance menée par le PCUN (M) et sa lutte pour l'indépendance et la liberté.

Vive la révolution népalaise et la solidarité internationale!

MLKP Turquie / Kurdistan du Nord - 18 mai 2010

Le ROCML partage totalement cette déclaration de soutien du Parti Communiste Marxiste Léniniste de Turquie/Kurdistan du nord au mouvement révolutionnaire népalais conduit par le Parti Communiste Unifié du Népal (Maoïste). Ce mouvement est parvenu à l'étape où il faut résoudre la question de la prise du pouvoir. Nous faisons confiance à l'avant-garde communiste pour définir les tactiques justes qui réaliseront cet objectif et mèneront à la victoire du peuple.

SOLIDARITE AVEC LA REVOLUTION NEPALAISE !

LA JCML A TENU SON PREMIER CONGRES

Après quarante années d'absence d'une jeunesse communiste marxiste léniniste (**JCML**), une nouvelle organisation s'est créée à Pau les 22 et 23 mai 2010. C'est l'aboutissement de quatre années de travail (depuis la lutte contre le CPE) des différentes **JCML** de France qui avaient pour objectif la création d'une **JCML** au niveau de l'État Français.

La **JCML** est une organisation communiste de masse, dont le rôle premier est la diffusion du communisme dans la jeunesse, d'être à l'avant garde de ses luttes et de former des jeunes au marxisme-léninisme.

Le matérialisme dialectique, établi principalement par Marx, Engels, Lénine et Staline, est pour nous la base de notre analyse politique. Seul le marxisme-léninisme permet de mobiliser la jeunesse sur la base des intérêts du prolétariat, au contraire d'autres organisations qui n'ont pas la volonté de remettre en cause la domination de classe de la bourgeoisie (JC, jeunes NPA...).

Une organisation de jeunesse ne peut se suffire à elle-même, nous avons donc besoin d'une avant garde pour amener la classe ouvrière à la révolution, qui est le Parti Communiste Marxiste Léniniste. Celui-ci étant en construction, nous reconnaissons le **ROC-ml** (Rassemblement Organisé des Communistes – marxistes léninistes) comme l'organisation politique motrice de celui-ci.

Pour remplir son objectif révolutionnaire, la **JCML** ne se prive d'aucune tactique : pour gagner à elle les larges masses de la jeunesse populaire, la **JCML** militera partout là où la jeunesse populaire, vit, souffre et subit le capitalisme. Elle ouvre ses portes à tous les jeunes désirant agir contre le capitalisme et pour le communisme. La **JCML** organisera en son sein la jeunesse sur une base de classe pour combattre les divisions artificielles que la bourgeoisie et les réactionnaires cherchent à creuser afin de l'affaiblir.

La **JCML** s'est dotée d'un organe de masse, *L'Étoile Rouge*, comme outil de propagande et d'agitation.



**VIVE LE 1er CONGRES DE LA JCML!
EN AVANT VERS LA REVOLUTION ET LE COMMUNISME!**

communiqué de la direction centrale de la JCML

Site du ROCML

<http://www.ROCML.Org.fr>

ATTENTION : le 0 DE ORG EST LE NOMBRE 0

DECLARATION FONDATRICE DU ROCML

premier congrès -18 avril 2010

Trente années d'expansion du capitalisme après la seconde guerre mondiale (1945-début des années 70) ont pu faire croire que le système impérialiste était capable de surmonter ses contradictions sans crises majeures et sans guerres inter-impérialistes. Cette période est terminée. En ce début du XXI ème siècle le système capitaliste mondial est plongé dans une crise profonde. Quels que soient ses efforts pour l'enrayer, le mécanisme de la baisse tendancielle du taux de profit approfondit et aggrave les contradictions fondamentales du capitalisme. Cette loi, inhérente au mode de production capitaliste induit en particulier au dernier stade de ce système, l'impérialisme, une lutte effrénée pour la conquête de nouveaux marchés internationaux, pour l'extension de la masse des profits visant à contrecarrer la baisse de leur taux. Cette rivalité contenue mais de plus en plus explosive entre impérialismes s'est emballée devant les espaces ouverts par la destruction et la liquidation de l'ex-camp socialiste, l'affaiblissement consécutif des luttes de libération nationales et l'émergence de nouveaux impérialismes. Elle conduit aux guerres de reconquête coloniales et à la guerre inter-impérialiste, à une exploitation accrue des travailleurs et des peuples du monde et conduit dans les métropoles impérialistes comme en France à une remise en cause des « acquis » sociaux (salaires, retraites, services publics..) et ouvre une nouvelle période d'exacerbation de la lutte de classe.

La situation des travailleurs

En France La classe ouvrière se trouve dans une situation difficile. Le prolétariat industriel est affaibli par la destruction des grandes concentrations traditionnelles (sidérurgie, mines, textile..), les délocalisations industrielles et par la transformation des processus de production (informatique, automatisation, nouveaux moyens de communication). La longue domination du révisionnisme l'a dépossédé de ses armes de combat : dégénérescence du Parti communiste, syndicats dominés par le réformisme et par l'aristocratie ouvrière acquise à la cause du capital et intégration de ceux-ci à l'appareil d'Etat (gestion d'organismes paritaires, mutuelles...). Aujourd'hui, le prolétariat n'a plus conscience de sa mission historique, et sous la pression permanente de l'idéologie bourgeoise, du réformisme et de la criminalisation du communisme, sa lutte est une lutte défensive économique limitée contre les attaques du capital. Séparé du communisme qui est la fusion du mouvement ouvrier et du socialisme *« le mouvement ouvrier dégénère et s'embourgeoise inévitablement. En se cantonnant dans la lutte économique, la classe ouvrière perd son indépendance politique, se traîne à la remorque d'autres partis, trahit la grande devise : l'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes »* -Lénine « les objectifs immédiats de notre mouvement» (Œuvres tome 4) . Cette situation fixe les tâches et les objectifs des communistes.

Le rôle des communistes

Arracher par la révolution le pouvoir politique des mains de la classe dominante du mode de production capitaliste et transformer au moyen de ce pouvoir les moyens de production en propriété sociale. Accomplir cet acte voilà la mission historique du prolétariat. Lui donner la pleine conscience des moyens à mettre en œuvre et des conditions à réunir, le guider pour réaliser cette mission historique tel est le rôle des communistes.

Pour cela les communistes doivent s'organiser en Parti politique armé de la théorie marxiste léniniste, théorie révolutionnaire du prolétariat et unique théorie scientifique qui dévoile les mécanismes fondamentaux sur lesquels la société capitaliste est bâtie et donc les transformations à réaliser et le moyen de le faire pour parvenir à un degré supérieur d'organisation sociale débarrassée de l'exploitation de l'homme par l'homme, des excès et cataclysmes en tout genre - guerre, famines, crises, écologique - de la société capitaliste.

La situation du mouvement communiste

Aujourd'hui les communistes continuent de subir les conséquences de la grave régression du mouvement communiste international déclenchée par le XXème congrès du PCUS. Des éléments de dégénérescence avaient contaminé le mouvement communiste bien avant le XXème congrès mais celui-ci donne le signal général de l'offensive générale du révisionnisme dans le bastion du socialisme et au sein du mouvement communiste international. La plupart des partis communistes ont disparu ou se sont transformés en partis sociaux-démocrates, en partis de la paix de classe avec la bourgeoisie, en partis du statut- quo capitaliste. En France comme dans de nombreux pays, le prolétariat privé de son parti, désarmé devant l'offensive du capital paye au prix fort cette défaite.

Cette régression du mouvement communiste a conduit à une rupture de la liaison du communisme et du mouvement ouvrier. Les communistes se retrouvent non organisés ou dispersés dans de multiples organisations sans influence réelle sur les nouvelles générations ouvrières.

Edifier un véritable Parti communiste

il n'est pas un communiste conséquent qui n'ait conscience que la tâche principale, posée et à résoudre c'est celle de l'édification du parti de la classe ouvrière. En effet, tant qu'ils resteront soit isolés soit dispersés dans un certain nombre de groupes, les communistes seront objectivement inexistantes, impuissants sur le terrain de la lutte politique de classe, impuissants à gagner au communisme les éléments les plus combattifs et conscients des travailleurs.

Le Parti doit avoir comme fondement la théorie marxiste- léniniste élaborée par les grands savants et hommes d'action du prolétariat : Marx, Engels, Lénine, et Staline et reconnue par l'ensemble du mouvement communiste international jusqu'à son éclatement après le XXème congrès révisionniste du PCUS. Car « *...Elle a élucidé la véritable tâche d'un parti socialiste révolutionnaire, qui n'est pas d'inventer des plans de réorganisation de la société, ou de prêcher aux capitalistes et à leurs valets l'amélioration du sort des ouvriers, ou de tramer des complots, mais d'organiser la lutte de classe du prolétariat et de diriger cette lutte dont le but final est la conquête du pouvoir politique par le prolétariat et l'organisation de la société socialiste.* » -Lénine Notre programme (Œuvres t 4

Sans cette théorie l'organisation communiste ne saurait exister et se maintenir en tant qu'organisation communiste, tout communiste attaché à l'idéal communiste reste prisonnier de l'idéologie, des pratiques et des conceptions bourgeoises. Cela implique donc de mener une lutte constante et sans merci contre les conceptions bourgeoises ou révisionnistes qui dénigrent ou déforment la théorie marxiste-léniniste, contre les

tendances opportunistes de droite ou de gauche qui s'en écartent dans la pratique et qui conduisent à la révision de la théorie marxiste léniniste puis à son abandon.

Ensuite, le Parti doit être le détachement avancé du prolétariat, son état-major de combat et regrouper dans ses rangs les éléments les plus conscients de la classe.

Mais il n'est pas suffisant de réaffirmer notre attachement aux principes d'une manière abstraite et les mettre en avant hors de toute réalité concrète. Il faut en valider leur justesse et leur nécessité comme seule réponse aux problèmes posés dans la pratique par la lutte de classe non pas pour hier, mais pour aujourd'hui et demain.

L'unification des communistes dans un seul Parti Communiste de France

Pour atteindre cet objectif les communistes doivent s'unir sur la base du programme maximum des communistes fixant les objectifs stratégiques de la révolution socialiste en France et sur une activité politique commune répondant aux grands problèmes politiques, économiques et sociaux présents sur la base des intérêts de classe du prolétariat et plus largement des masses de travailleurs.

Une première étape vers la création du Parti Communiste de France a été franchie par la création du Comité National pour l'Unification du Mouvement Communiste en France en 2002. En 2009 Le ROC-ML est né du constat par des organisations membres du CNU (CEL, CMC, AKAMARX, jeunes des JCMLs d'Albi et de Pau et du Rhône) que les conditions étaient réunies pour qu'elles s'unifient.

La constitution du ROCML est une première victoire, un premier palier dans le processus d'unification des organisations communistes se réclamant du Marxisme-léninisme. Mais cela ne suffit pas. Le processus d'unification des communistes marxistes-léninistes n'est pas achevé. Le ROCML affrontera les obstacles dressés pour progresser dans la voie de l'unification dans un Parti Communiste de France Marxiste-léniniste.

Le ROC-ML appelle les communistes, quelle que soit leur situation, isolés ou organisés, à travailler à élaborer une stratégie et une ligne générale de la révolution en France, au programme des communistes de France pour réunir tous les communistes de France dans un véritable Parti communiste révolutionnaire.

**L'ENSEMBLE DES TEXTES DU CONGRES DU ROCML SONT DISPONIBLES
en édition papier et électronique dans la brochure**

